

## Colloque final du programme de recherche Cit'in *Expérimentations démocratiques pour la transition écologique*

**Mercredi 7 avril 2021**

### **Introduction**

9h30-10h

Jean-Michel Fourniau (*Gis Démocratie et Participation*)

### **SESSION 1**

10h-12h00 :

**Conceptions et pluralité des formes de l'agir citoyen dans la transition**

Discutante : **Geneviève Pruvost** (CNRS,CEMS)

#### **Tacite :**

« *Vers une transition ordinaire ? Étendre le champ de l'émancipation à notre relation au(x) vivant(s) ?* »

#### **Demoster :**

« *Situer l'agir citoyen dans l'espace des mouvements sociaux : la lutte contre la précarité énergétique entre pragmatisme et militantisme* »

#### **Realiste :**

« *Entre émancipation et prescription : coexistence des conceptions de la transition dans les innovations sociales autour du lien agriculture-alimentation* »

#### **Zones de gratuité :**

« *La circulation des objets dans les magasins gratuits, une pratique économique alternative pour sortir du modèle marchand et relever le défi de la transition écologique* »

### **SESSION 2**

13h30-16h :

**Mises en mouvement individuelles et collectives**

Discutant : **Gildas Renou** (Université de Lorraine, IRENEE)

#### **Zone de gratuité :**

« *Trajectoires d'engagement dans les magasins gratuits : entre question sociale et écologique* »

#### **Cittep :**

« *Quand la recherche s'implique dans la mise en mouvement de professionnels sans-voix. Retour réflexif sur une expérience pluridisciplinaire en viticulture bordelaise* »

#### **Écopiste :**

« *Leviers, modalités et expériences des trajectoires d'émancipation dans les lieux alternatifs : quelques pistes de travail* »

#### **Acte :**

« *Engager les citoyens dans la transition énergétique : incuber par la recherche des projets associatifs qui fédèrent et (re)donnent le pouvoir d'agir* »

#### **Excipient :**

« *La fabrique de la transition alimentaire dans les territoires : des mécanismes d'enrôlement à l'épreuve des attachements* »

### **SESSION 3**

16h15-17h45 :

**Conceptions des futurs engagés dans l'activité des collectifs**

Discutant : **Jean-Michel Fourniau** (EHESS, GSPR)

#### **NUMACTT :**

« *Quels numériques pour une transition écologique démocratique? Retour sur un travail sur scénarios pour penser la médiation des technologies numériques dans l'engagement citoyen pour la transition écologique* »

#### **Quartiers**

#### **populaires :**

« *Construire un récit partagé de la transition écologique* »

**Saillans :** *« La révision du PLU, une mise à l'épreuve de l'expérience citoyenne radicale de Saillans »*

## **Jeudi 8 avril 2021**

**SESSION 4** **Articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques**  
9h15-10h45 Discutante : **Karine Lancement** (Cerema)

**Demoster :** *« Initiatives citoyennes et dépendance à l'action publique : le cas des coopératives d'énergie dans la lutte contre la précarité énergétique »*

**NUMACTT :** *« À quelles conditions le numérique peut-il être un levier de collaboration pour associer les citoyens à la transition des territoires ? »*

**REALISTE** *Les Projets Alimentaires Territoriaux, un levier pour la démocratie alimentaire ?*

11h00-12h30 Discutant : **Arthur Jobert** (EDF, GRETS)

**CITTEP :** *« Les cadrages de l'activité de travail par les politiques publiques en tension avec les capacités d'initiative des professionnels. Le cas de l'usage des pesticides en viticulture bordelaise. »*

**Infrapolitique :** *« Frictions politiques et ré-alignement des échelles de gouvernementalité : deux modalités originales d'articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques pour la transition »*

**Quartiers populaires :** *« La gouvernance territoriale d'un projet de transition écologique. Entre expertise scientifique, négociations interstitielles et savoirs profanes »*

**SESSION 5** **Essaimage et maillage des initiatives citoyennes**  
13h30-14h30 Discutant : **Alex Roy** (DREAL Bourgogne-Franche Comté)

**Écologiste :** *« Ethnographie des formes de vie sociale alternatives sur un territoire rural : organisation sociale en rhizome et maillage communautaire ? »*

**EXCIPIENT** *« Maillage : posture et rôle des chercheurs dans la démocratie alimentaire »*

**SESSION 6** **Communs et composition du monde commun**  
14h45-16h45 Discutante : **Daniela Festa** (Université de Bologne)

**TACITE :** *« Vers une transition ordinaire : Contraintes, tensions et communs »*

**Saillans :** *« Saillans 2014-2020 : l'expérience d'une démocratie du faire aux prises avec la transition écologique »*

**ACTE :** *« Co-construire une problématique de recherche sur la transition énergétique : fragments d'un travail en communs »*

**Infrapolitique :** *« Ces communs qui nous obligent... Formules de la transition démocratique »*

**Conclusion** Jean-Michel Fourniau (Gis Démocratie et Participation)  
16h45-17h30 :

## RÉSUMÉS

### Session 1 : Conceptions et pluralité des formes de l'agir citoyen dans la transition

**TACITE :** « *Vers une transition ordinaire ? Étendre le champ de l'émancipation à notre relation au(x) vivant(s) ?* »

**Thomas Lamarche** (Université de Paris–Ladys / La Manufacture coopérative) et **Noémie de Grenier** (Coopaname / La manufacture coopérative)

Nous sommes partis du constat suivant : la citoyenneté économique, dans la réflexion sur la transition écologique et solidaire, est essentiellement abordée sous l'angle de la consommation responsable, alors que la réflexion sur les modes de travail, les formes d'entreprendre et de coopération et, plus largement, les modes d'organisation de la production est trop souvent manquante, aussi bien dans les initiatives que dans les recherches menées sur le sujet. Sur cette base, un consortium d'acteurs et d'institutions de recherche inscrits dans les trois territoires, ont mené un travail de mise en commun de leur démarche de recherche action. Nous présentons des premiers points de réflexion qui ressortent, notamment sur les démarches d'émancipation que visent à mettre en œuvre et à soutenir ces initiatives. Alors que la tension émancipation économique – émancipation politique (symbolisée par le débat Proudhon Marx) était bien identifiée, un nouvel enjeu d'émancipation a fait jour, il concerne un nouvel ancrage dans la relation au vivant, aux vivants (symbolisé par les travaux de Descola et ce qu'il nous dit de la coupure nature-culture).

Cela débouche sur une proposition de démarche de transition dans une logique *ordinaire*, comme d'autres recherches, s'intéressent, notamment dans le champ de l'écologie, à la biodiversité ordinaire.

**Zones de gratuité :** *La circulation des objets dans les magasins gratuits, une pratique économique alternative pour sortir du modèle marchand et relever le défi de la transition écologique*

**Vincent Lhuillier** (Université de Lorraine, Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales)

Même si les finalités poursuivies par les magasins gratuits sont plurielles, on peut voir dans les discours et les pratiques qui s'y développent, se dégager un certain nombre de points fixes. Les objectifs poursuivis par la circulation gratuite des objets conduisent à les analyser comme des expérimentations citoyennes visant à sortir de l'imaginaire marchand dominant et à répondre concrètement aux enjeux de la transition écologique.

**Demoster :** « *Situer l'agir citoyen dans l'espace des mouvements sociaux : la lutte contre la précarité énergétique entre pragmatisme et militantisme* »

**Doris Buu-Sao** (Université de Lille, Ceraps)

Cette communication propose d'étudier les trajectoires de deux initiatives citoyennes étudiées dans le cadre de DEMOSTER : la coopérative SELCE de Londres et le collectif Allianza contra la Precaridad Energética à Barcelone. Ces deux initiatives se sont données un même objectif —faire reculer la précarité énergétique — et mettent en place des outils en partie semblables pour y parvenir, l'aide et l'accompagnement des "précaires". Pourtant les formes de l'« agir citoyen » mises en place par ces organisations apparaissent très contrastées quand on les aborde sous l'angle des processus de politisation auxquels ils donnent lieu. La communication s'efforcera d'analyser ces différences et de les expliquer en s'intéressant notamment aux opportunités et contraintes qui président à la formation de ce type de mouvement. Ce faisant, la communication s'efforcera de nourrir la réflexion sur les interfaces entre l'action "citoyenne", centrée sur le "faire", et les formes plus classiques de militantisme politique.

**REALISTE :** *Entre émancipation et prescription : coexistence des conceptions de la transition dans les innovations sociales autour du lien agriculture-alimentation*

**Grégori Ackermann** (Inrae, UMR Innovation)

À différents niveaux d'action, depuis l'engagement des individus dans la transition jusqu'à l'essaimage de modèles d'innovation à l'échelle nationale, différentes conceptions de la transition agro-alimentaire coexistent. La communication s'attachera à présenter différentes conceptions de la transition qui mettent en tension la liberté individuelle et la normalisation des comportements, la capacité à capter tous les profils de consommateurs et la nécessité de répondre aux attentes d'une communauté de consommateurs engagés, la prise en compte de la spécificité des territoires et la nécessité de mettre en œuvre des modèles économiques viables, ainsi que les conditions de leur coexistence.

## Session 2 : Mises en mouvement individuelles et collectives

**ACTE** « *Engager les citoyens dans la transition énergétique : incuber par la recherche des projets associatifs qui fédèrent et (re)donnent le pouvoir d'agir* »

**Sylvie Blangy** (CNRS-Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive-CEFE) et **Bertrand Bocquet** (Cnam, Histoire des technosciences en société-HT2S)

Le projet ACTE (Appropriation et communs de la transition énergétique) qui s'est déroulé dans six métropoles se proposait d'expérimenter, pour quatre d'entre-eux, une démarche de recherche participative à partir d'acteurs associatifs investis dans la transition énergétique en milieu urbain. Cette démarche volontariste a permis d'incuber des questionnements qui se sont déployés différemment selon les terrains et que nous pourrions analyser. Le terrain renforcé de Montpellier a été particulièrement fécond par le dynamisme de la collaboration étroite avec l'association de quartier Sud Babotte. La co-construction d'un dispositif stable participatif composé de 5 ateliers successifs a permis de s'interroger sur ce que représente la transition énergétique chez les citoyens, comment elle se traduit en actions individuelles et collectives et comment elle pourrait se réaliser concrètement dans le quartier pour essaimer. Quatre projets sont nés de cette collaboration chercheurs/citoyens nommés SOLEIL (photo voltaïque sur le toit de la gare), MOBILITE (circulation douce vélo), RESSOURCERIE (zéro déchet) et VERDISSEMENT revégétalisation des murs et des toits. Outre l'émergence de questions de recherche, l'association sollicite à nouveau les chercheurs pour les accompagner sur l'ensemble du processus de recherche jusqu'à la mise en œuvre des projets.

**Zones de gratuité** « *Trajectoires d'engagement dans les magasins gratuits : entre question sociale et écologique* »

**Elisabetta Bucolo** (Cnam - Lise/Cnrs)

Au sein des magasins gratuits l'engagement des personnes varie en fonction des trajectoires individuelles et des modalités d'inscription dans le collectif. Ces processus peuvent produire des formes d'invisibilisation ou de bifurcation qu'il est intéressant d'analyser sous le prisme de la double dimension sociale et écologique de ces initiatives citoyennes.

**Écologiste :** « *Leviers, modalités et expériences des trajectoires d'émancipation dans les lieux alternatifs : quelques pistes de travail* »

**Anne Goudot** (Université de Bordeaux, GREThA), **Agnès Villechaise** (Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

Bien des personnes interrogées dans les lieux alternatifs visités font le récit d'une histoire insérée d'abord de manière conforme dans l'univers *mainstream*, mais dont elle se sont décalées, de manière plus ou moins rapide, plus ou moins intentionnelle, plus ou moins tranchée. Elles évoquent un travail de mise en cohérence progressive de soi par le décollement d'avec un espace normatif décrit comme à la fois contraignant, creux, dangereux pour soi et/ou pour l'environnement. Il y a dans ces récits la description d'un travail réflexif et des changements qu'il entraîne, sur le chemin d'un ajustement de soi à soi par la mise en actes d'un mode d'être et de faire alternatif. Nous présenterons ici les questions et hypothèses formulées dans Écologiste pour tenter de saisir ce cheminement.

**CITTEP :** « *Quand la recherche s'implique dans la mise en mouvement de professionnels sans-voix. Retour réflexif sur une expérience pluridisciplinaire en viticulture bordelaise* »

**Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau et Francis Macary** (Inrae, ETBX), **Alain Garrigou et Fabienne Goutille** (Université de Bordeaux, Epicene)

Dans le cas de la recherche action « participative » à visée d'empowerment au centre de la recherche pluridisciplinaire Cittep (sociologie, ergonomie, ergotoxicologie, anthropologie, agronomie), la mise en mouvement de collectifs dans la transition - ici agroécologique - ne serait pas tant l'œuvre de politiques publiques ou de l'agir citoyen, les deux chemins identifiés par le programme Cit-in. Elle en emprunterait un troisième ouvert par l'activité de recherche. Cette contribution pose un regard réflexif sur notre posture épistémique inhérente à la recherche-action capacitante menée. Pour cela nous identifierons les débats qui traversent le champ de plus en plus vaste de la recherche-action participative à propos des inégalités épistémiques en jeu dans le processus de co-production de connaissances. Puis nous examinerons comment nous les avons traités au cours de notre expérience, qui se poursuit.

**EXCIPIENT** « *La fabrique de la transition alimentaire dans les territoires : des mécanismes d' enrôlement à l'épreuve des attachements* »

**Laurence Granchamp** (Université de Strasbourg, Dynamie), **Claire Lamine** et **Martina Tuscano** (Inrae, Écodéveloppement), **Karim Berthomé** (AgroParisTech Clermont Ferrand)

À partir de la mise en commun de 4 initiatives, nous montrons combien la fabrique des voies de transition écologique des pratiques liées à l'alimentation dépend de la prise en compte des attachements sensibles des différents publics au sein des initiatives. Notre grille d'analyse comparative permet d'interroger comment les modalités d' enrôlement déployées par les porteurs des initiatives prennent en compte les formes d'attachement des "publics", et comment ces modalités d' enrôlement s'ajustent pour réaliser cette "rencontre". Nous en tirons des enseignements sur l'importance de la prise en compte des attachements sensibles des différents publics, et sur la façon dont les différents dispositifs participatifs en permettent ou non l'expression.

### **Session 3 : Conceptions des futurs engagés dans l'activité des collectifs**

**NUMACTT** : « *Quels numériques pour une transition écologique démocratique? Retour sur un travail sur scénarios pour penser la médiation des technologies numériques dans l'engagement citoyen pour la transition écologique* »

**Clément Mabi** (UTC, Costech), **Jean-François Marchandise** (Fing)

Dans cette intervention nous proposons de revenir sur l'un des résultats majeurs de notre étude : on ne peut considérer le numérique comme une réalité unique et homogène et il importe de porter un regard situé sur les technologies pour comprendre leurs effets en contexte. Si certaines de ces réalités sont vecteurs d'empowerment et d'émancipation citoyennes, promettant de renforcer le lien social ; d'autres -au contraire- ont tendance à équiper des visions démocratiques plus inquiétantes (démocratie d'opinion, peu transparente et instrumentalisée, avec des débats de plus en plus polarisés). Nos travaux nous ont permis d'identifier 4 configurations, 4 scénarios, comme autant de tendances sociopolitiques qui permettent plus ou moins aux citoyens de s'engager dans la transition écologique.

**Transition et Quartiers populaires** : « *Construire un récit partagé de la transition écologique* »

**Bruno Villalba** (AgroParisTech, Ceraps) et **Vincent Boutry** (UPC)

La transition fait l'objet de différents récits, plus ou moins institutionnalisés, qui portent des conceptions différentes de l'aménagement, de la place de l'écologie et du rôle des habitants. Dans le cadre d'un projet de transformation d'une friche industrielle en ferme urbaine, un collectif d'associations, en collaboration avec les opérateurs publics (bailleurs, collectivités locales...), élaborent concrètement une forme de transition. Cependant, les argumentaires portés par chacun proposent des récits différents des causes, conditions et modalités de la transition. Si les perspectives effondristes animent certains, d'autres optent pour des options plus réformatrices. L'intervention reviendra sur les conditions de conciliation de ces positions différentes, notamment à partir des dispositifs de négociations et de régulations mis en place, ainsi que l'accompagnement d'éducation populaire.

**Saillans** : « *La révision du PLU, une mise à l'épreuve de l'expérience citoyenne radicale de Saillans* »

**Sabine Girard** (Inrae, LESSEM)

L'expérience citoyenne de Saillans a la particularité de se déployer au sein de l'institution communale mais en proposant une rupture avec les normes et les structures dominantes de la démocratie en France. Le projet qu'elle propose est particulièrement mis à l'épreuve lors de la révision de plan local d'urbanisme. Cette expérience dans l'expérience révèle les frictions internes et externes entre des visions divergentes de la transition écologique et de la place des citoyens : (1) comme mise en mouvement vers un futur ouvert, à construit pas à pas avec les habitants, par expérimentation et /ou délibérations, dans le cas du projet municipal et (2) comme un plan d'action stratégique vers un futur anticipé, ajustable par concertation des habitants, dans le cas du projet de PLU. Nous explorons les incidences sur les dynamiques de participation et d'engagement des citoyens, sur l'évolution des processus et des résultats des deux projets, et plus largement en termes d'effets sociaux et politiques à l'échelle du village. Nous pouvons en tirer des enseignements sur les enjeux et les conditions, pour une expérience citoyenne radicale, à se frotter de très près à l'institution dominante (subvertir/ être subverti ?).

## Session 4 : Articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques

**Démonster :** *« Initiatives citoyennes et dépendance à l'action publique : le cas des coopératives d'énergie dans la lutte contre la précarité énergétique »*

**Patrice Diatta** (IEP Rennes, Arenes), **Renaud Hourcade** (CNRS, Arenes)

Cette communication porte sur la mise en place, par des coopératives de production d'énergies renouvelables françaises et britanniques, d'initiatives visant à lutter contre la précarité énergétique. Après avoir retracé l'origine de cette jonction, finalement assez rare, entre transition environnementale et action sociale, nous analyserons les interfaces entre ces initiatives et l'action publique. Nous montrerons que l'action citoyenne dans ce domaine s'insère dans un cadre institutionnel relativement prédéfini, notamment par les formes de construction du problème sur le territoire et par l'attente qu'ont les pouvoirs publics de solutions "innovantes" pour le prendre en charge, alors qu'eux-mêmes ont des difficultés à le faire. Si cette symbiose a pour conséquence une certaine articulation entre initiative citoyenne et action publique, elle a aussi pour conséquence de rendre l'action des coopératives citoyennes dans le domaine social extrêmement dépendante de la disponibilité de financement publics et de la soumettre aux cadres d'action publique dominants, ce qui n'est pas sans contrarier le modèle d'autonomie porté par la démarche coopérative.

**NUMACTT :** *« À quelles conditions le numérique peut-il être un levier de collaboration pour associer les citoyens à la transition des territoires ? »*

**Clément Mabi** (UTC, Costech), **Jean-François Marchandise** (Fing)

Dans cette communication nous proposerons d'interroger le numérique de manière située afin d'identifier les conditions à réunir pour imaginer un numérique au service de l'engagement citoyen dans la transition écologique. En mobilisant les retours des terrains investigués par notre équipe, nous tenterons de dessiner les contours d'un « environnement technologique capacitant », susceptible de rendre possible de nouvelles formes d'alliances pour co-construire l'intérêt général. Concrètement, nous ferons une série de propositions normatives pour penser les conditions nécessaires pour faire émerger un numérique capacitant, au service de la transition écologique.

**REALISTE** *« Les Projets Alimentaires Territoriaux, un levier pour la démocratie alimentaire ? »*

**Dominique Paturel, J. Noël, Yuna Chiffolleau, Grégori Akermann** (Inrae, UMR Innovation)

Définie par Tim Lang au milieu des années 1980, la démocratie alimentaire consiste à penser que la participation des citoyens aux décisions concernant les systèmes alimentaires facilite l'accès de tous à une alimentation de qualité. Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) développés en France depuis 2014 peuvent-ils en être un levier ? A partir de l'examen de 3 PAT, la communication conclura par la nécessité d'articuler ces projets locaux avec la mise en œuvre d'une sécurité sociale alimentaire à l'échelle nationale, rejoignant ainsi la proposition de Tim Lang d'une démocratie alimentaire devant articuler ces deux échelles d'action et de décision.

**CITTEP :** *« Les cadrages de l'activité de travail par les politiques publiques en tension avec les capacités d'initiative des professionnels. Le cas de l'usage des pesticides en viticulture bordelaise. »*

**Ludovic Ginelli, Jacqueline Candau et Francis Macary** (Inrae, ETBX), **Alain Garrigou et Fabienne Goutille** (Université de Bordeaux, Epicene)

Cette contribution procédera en 2 temps. Dans un premier temps, nous présenterons les processus au cours desquels se fabriquent les inégalités de participation des travailleurs agricoles aux débats sur l'usage des pesticides, en soulignant plus particulièrement ceux où les politiques publiques opèrent. Dans un second temps, la recherche-action capacitante menée (toujours en cours) avec des viticulteurs en Gironde sera confrontée au programme d'action publique d'envergure (VitiREV 2018-2023) ayant pour objectif « sortir de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en accompagnant les viticulteurs vers de nouvelles pratiques » en Nouvelle-Aquitaine. Cela permettra d'identifier les enseignements et les limites de notre expérimentation vis-à-vis de la façon dont ce programme régional facilite ou non les capacités d'initiative des professionnels dans la conduite de leur activité, en particulier celles relatives à l'usage des produits de traitement de la vigne et à la prévention des risques pesticides à l'échelle des exploitations.

**Infrapolitique :** « *Frictions politiques et ré-alignement des échelles de gouvernementalité: deux modalités originales d'articulation entre initiatives citoyennes et politiques publiques pour la transition* »

**Rémi Elicabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemmery** (Groupe Action-Recherche GRAC)

En nous appuyant particulièrement sur les résultats d'enquête concernant deux terrains très contrastés (le dispositif institutionnel écoréno'v et l'espace vague des Murs à Pêches), nous proposerons d'analyser ce que viennent produire politiquement les expérimentations qui y ont cours, en nous attachant à deux motifs en particulier de ces politiques de la transition : les phénomènes de frictions politiques d'une part et les tentatives de réarticulation des échelles de gouvernementalité d'autre part.

**Transition et quartiers populaires :** « *La gouvernance territoriale d'un projet de transition écologique. Entre expertise scientifique, négociations interstitielles et savoirs profanes* »

**Bruno Villalba** (AgroParisTech, Ceraps) et **Vincent Boutry** (UPC)

L'élaboration d'un projet de rénovation d'une friche industrielle dans un quartier populaire, sous l'égide d'une transition écologique, soulève, traditionnellement, des questions sur les conditions d'organisation du dispositif de négociation entre les projets présentés (formes participatives et délibératives). La contribution interroge le poids des expertises scientifiques (notamment sur l'état écologique des sols) dans la faisabilité politique du projet. Cela participe d'une construction d'espaces de négociations propices à une reformulation des objectifs du projet, de sa temporalité et de ses coûts financiers. Construire une transition écologique dans un quartier populaire soulève alors la question des conditions formelles de négociations des savoirs, afin de permettre une continuité d'élaboration du projet.

## **Session 5 : Essaimage et maillage des initiatives citoyennes**

**Écopiste :** « *Ethnographie des formes de vie sociale alternatives sur un territoire rural : organisation sociale en rhizome et maillage communautaire ?* »

**Anne Goudot** (Université de Bordeaux, GREThA), **Agnès Villechaise** (Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim)

Nous évoquerons le cas d'un territoire rural d'une vingtaine de km<sup>2</sup>, situé en région de moyenne montagne, dont nous avons étudié les formes de vie sociale alternatives par une étude de terrain qualitative. Ces formes de vie sociales sont pacifiquement enchevêtrées dans le monde "normal" dont elles sont la contestation en acte, tout en entretenant avec lui une multiplicité de liens ; elles sont fondées sur des pratiques de relation prégnante à la terre et au vivant, de recherche d'autonomie, de solidarité, et d'autogestion. Elles se sont densifiées et diversifiées sur le territoire sur une cinquantaine d'années, notamment au travers de circulations de personnes fuyant la ville, en recherche d'émancipation, de refuge, et/ou d'engagement politique. Nous discutons leur densification territoriale, leur diversification et leur maillage, survenus sur une cinquantaine d'années, en nous appuyant sur les concepts de maillage communautaire (Escobar et al., 2018) et de rhizome développé par Deleuze et Guattari (Deleuze, 1980).

**EXCIPIENT :** « *Maillage : posture et rôle des chercheurs dans la démocratie alimentaire* »

**Laurence Granchamp** (Université de Strasbourg, Dynamie), **Claire Lamine** et **Martina Tuscano** (Inrae, Écodéveloppement), **Karim Berthomé** (AgroParisTech Clermont Ferrand)

Nous proposons d'aborder conjointement l'analyse des processus de maillage/essaimage sur nos différents terrains, leurs succès ou limites, et le rôle des positionnements des chercheurs. Que les chercheurs aient adopté une posture analytique ou une posture d'intervention directe (ou les deux successivement), leur travail contribue à la mise en visibilité de différentes caractéristiques des initiatives plus ou moins propices au maillage-essaimage, comme plus ou moins propices au renforcement démocratique. Dans quelle mesure, de quelle façon, l'intervention des chercheurs a-t-elle pu contribuer à l'identification de liens ou au contraire d'absence de liens, susceptibles de renforcer ou d'entraver des processus de maillage ou d'essaimage (par la légitimation, par la critique ou par la publicisation) ? Dans quelle mesure ces initiatives peuvent contribuer au renforcement des processus démocratiques « par le bas », via la politisation de l'alimentation ?

## Session 6 : Communs et composition du monde commun

**Infrapolitique :** « *Ces communs qui nous obligent... Formules de la transition démocratique* »

**Rémi Elicabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemmery** (Groupe Action-Recherche GRAC)

Entretien des communs, institution du commun, résurgence de communs latents: l'enjeu des communs se trouve clairement pris en charge pour chacun de nos trois terrains, au point de sembler constituer une sorte d'impératif dans la conduite démocratique de la transition écologique. Et cela, qu'il s'agisse de mener à bien un processus d'éco-rénovation en copropriété, de poursuivre une expérimentation écologique et sociale au format coopératif, ou d'opposer un enchevêtrement de futurs et de possibilités au processus apparemment inéluctable de métropolisation des espaces urbains.

**Saillans :** « *Saillans 2014-2020 : l'expérience d'une démocratie du faire aux prises avec la transition écologique* »

**Sabine Girard** (Inrae, LESSEM)

L'expérience de gouvernance collégiale et participative de la commune de Saillans constitue une expérimentation citoyenne de « démocratie du faire », dans laquelle la pensée et les pratiques des « communs » occupent une place centrale. Elle a mobilisé une large partie de la population dans la durée (6 ans) à des degrés divers. Elle s'est appuyée sur une pratique traditionnelle de gestion des communs, répandue en milieu rural, mais en a étendu les champs d'action, à de nouvelles ressources (la nuit, la matière organique, les voitures, le travail, ...) mais aussi à la gouvernance même de la commune (co-décision des habitants). S'est ainsi peu à peu construit, au-delà de ressources partagées et d'un cadre commun (charte, instances, normes, ...), relativement appropriés, un projet politique « d'agir commun » par contre lui objet de controverses. Ce dernier s'est inscrit dans une certaine « transition écologique », que l'on peut qualifier de silencieuse : d'une part parce qu'elle repose sur des pratiques pas toujours visibles et non revendiquées comme telles, mais aussi et surtout parce qu'elle n'est pas explicitement mise en débat, non questionnée dans ses motivations, finalités, portées (« visions » et « enjeux »). C'est précisément ce point qui semble fonder une grande partie des tiraillements de la communauté villageoise. Il devient évident avec l'épreuve de la révision du PLU qui rend central l'enjeu la transformation (choisi ou subi) des modes de vie des habitants (en termes d'habitat, mais aussi de déplacement, travail, loisirs, ...). Nous en tirons des enseignements sur ce qui peut fédérer en démocratie du faire (finalité commune ? attachement commun ?) et sur les conditions/facteurs pour que de telles expériences participent d'une transformation des modes de vie et/ou de la citoyenneté.

**TACITE :** « *Vers une transition ordinaire : Contraintes, tensions et communs* »

**Nicolas Chochoy** (Institut Godin / CRIISEA), **Geneviève Fontaine** (Institut Godin / SCIC TETRIS / GREDEG)

Dans une démarche de « co-recherche-action » (Bureau et Corsani 2015), la question des modes de travail, des formes d'entreprendre et de coopération et, plus largement, des modes d'organisation de la production dans les initiatives citoyennes pour la transition de forme coopérative, a été posée au fil de trois Universités Ephémères (UE) organisées respectivement en novembre 2018 à Paris (autour des coopératives d'activité et d'emploi), en avril 2019 à Grasse (autour des SCIC) et en novembre 2019 à Beauvais (autour des Pôles Territoriaux de Coopération Economique). Ces trois espaces de co-production des connaissances ont permis d'établir des constats sur la diversité des modes d'appréhension de la transition dans ces initiatives citoyennes. Cependant ces diversités apparaissent traversées par des contraintes communes source de tensions vécues par les acteurs de ces initiatives. Ces contraintes et tensions participent d'un monde commun permettant la construction collective de ce qui est le problème à traiter et de ce que les personnes concernées souhaitent et peuvent faire pour s'atteler à une transition ordinaire. Les éléments du commun se trouvent également dans la construction d'un agir commun par le partage de la diversité de nos pratiques de recherche-action cherchant à croiser les problématiques coopératives et écologiques.

**ACTE :** « *Co-construire une problématique de recherche sur la transition énergétique : fragments d'un travail en communs* »

**Sylvie Blangy** (CNRS-Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive-CEFE) et **Bertrand Bocquet** (Cnam, Histoire des technosciences en société-HT2S)

Le projet ACTE (Appropriation et communs de la transition énergétique) s'est déroulé dans six métropoles où ont été expérimentés différents niveaux d'implication des acteurs à la recherche



participative sur la transition énergétique. Les terrains renforcés de Lyon et Montpellier ont offert la possibilité de co-construire une question de recherche en donnant une forte autonomie aux participants. On montrera comment le cadre de la participation a permis d'explorer le ce que l'on appelle "le travail du commun" mais aussi comment celui-ci n'a pu réellement s'exprimer. Ce qui s'est donné à voir ici relève davantage d'une transformation de la vie quotidienne dans une perspective situationniste plutôt qu'à un projet socio-politique possédant une forte dimension oppositionnelle ou autogérée.

## LES 12 PROJETS DU PROGRAMME Cit'in

Nom du projet	Nom du porteur	Labo ou équipe associés au porteur
ACTE : Appropriation et communs de la transition énergétique par la recherche action participative	Bocquet Bertrand et équipes du GDR Parcs, Brossaud Claire, David Vallat et Alain Mille	HT2S Cnam, CERAPS, CEFE et LIRDEF, EVS-LAURE, Triangle, LIRIS, Coexistence, coll. « Lyon en communs »
TACITE : Formes de travail et de coopération, une citoyenneté économique pour la transition écologique	Lamarche Thomas, Noémie de Grenier (Coopaname) ; Geneviève Fontaine et Nathalie Lazaric	Ladyss, Manufacture coopérative, SCIC TETRIS, SCIC MES, Institut Godin, UMR-GREDEG
Écopiste – Contribution des expérimentations citoyennes à la transition écologique : étude comparative et pluridisciplinaire d'écovillages	Ballet Jérôme et Anne Goudot	GREThA (Univ. Bordeaux) MSHA
Les zones de gratuité : des expérimentations citoyennes de réemploi et de partage pour agir en faveur de la transition écologique et démocratique	Bucolo Elisabetta	LISE (CNAM)
EXCIPENT : Expérimentations Citoyennes, Passeurs d'Initiatives, et Engagements dans la Transition agricole et alimentaire	Granchamp Laurence, Claire Lamine, Karim Berthomé, Emmanuelle Sultan	DynamE (Univ. Strasbourg), Écodev-Inra, ISIVE (AgroParisTech), CRESCO-MNHN
Transition écologique et quartiers populaires	Villalba Bruno, Caroline Lejeune, Vincent Boutry	Université Populaire et Citoyenne de Roubaix, Ceraps-Lille 2 et Unil
DEMOSTER : Démocratiser la transition énergétique ? Sobriété et précarité énergétiques dans les initiatives de transition : Émergence, diffusion et impact des expériences citoyennes dans trois pays européens (Royaume-Uni, Royaume-Uni, Royaume-Uni)	Hourcade Renaud, Wokuri Pierre, Patrice Diatta	CRAPE/ARENES (IEP de Rennes)
Explorer la dimension infra politique de la TEE. Trois modalités d'expérimentations démocratiques en milieu urbain	Eliçabe Rémi, Amandine Guilbert, Yannis Lemery	GRAC
CITTEP : Capacités d'initiative et d'expression des travailleurs agricoles sur la transition écologique relative aux pesticides	Candau Jacqueline et Ludovic Ginelli	ETBX-Irstea et GREThA (Bdx)
NUMACTT : Numérique, acteurs publics et Transition(s)	Mabi Clément, David Prothais et autres	UTC et coopérative de recherche (Fing, THC, Dataactivits, Eclectic Experience)
REALISTE - Reconnexion Agriculture-alimentation : l'Innovation Sociale comme levier pour la Transition vers des pratiques alimentaires plus Ecologiques ? Une approche interdisciplinaire de systèmes « mixtes »	Akermann Gregori, Chiffolleau Yuna et autres	UMR Innovation (Inra)
Saillans : Planification urbaine, participation et transition écologique. Enseignements du suivi-évaluation participatif de l'initiative de la commune de Saillans (2017-2020)	Girard Sabine	Mairie de Saillans et UMR-GEAU (Irstéa)